

Monnaie locale au Japon

80 communautés utilisent une monnaie locale au Japon ; parfois le système est initié par le gouvernement local , parfois ce sont des associations qui en sont à l'origine Mme SATANI s'occupe d' un système dans le nord du Japon : Tsukisara partner's center Ce système est utilisé dans une région de 80 000 personnes avec 7 villes, la monnaie a pris l'appellation de l'ancienne région : 1 Tsukisara =1heure = 800 yen (soit 6 euros) mais ce n'est pas convertible en yen (l'équivalence est donnée à titre indicatif) Ce système permet d'échanger du temps de service et des objets d'occasion mais aussi des légumes , des revues, des repas de restaurants ; actuellement 2600 Tsukisara sont en circulation dans la communauté ; c'est une association qui émet les billets, subventionnée par le gouvernement local.

Une expérimentation a eu lieu en 2002 puis le système a démarré en avril 2003

Il y a actuellement 193 membres individuels et 19 magasins s'occupent de la distribution des billets , certains proposent certains objets tout en Tsukisara, d'autres pratiquent la mixité financière et d'autres encore ne font que changer les bons pleins(le système fonctionne avec des billets de 1, 2, ou 1/2 ou 1/4 Tsukisara mais qui comportent au dos des cases à remplir pour chaque échange, avec la date, le nom des partenaires, la nature de l'échange, etc) Lorsque les billets sont pleins, les magasins les gardent et les renvoient à l'association et en donnent des vierges en échange. L'association tient une comptabilité centrale à titre indicatif, avec la saisie des différents échanges pour en estimer le volume et apprécier leur variété mais ce n'est pas vraiment nécessaire pour le fonctionnement.

Ils font un catalogue des offres et demandes par catégorie (777 annonces) : par exemple des cours , coups de mains, renseignements (échanges de savoirs), objets d'occasions, l'hébergement et la nourriture sont très demandés

La population des jeunes(et des moins jeunes) qui sont uniquement occupés à chercher du travail ne sont pas intéressés par ces systèmes car ils sont trop occupés par leur survie économique(ils n'ont pas de RMI au Japon)

Nous analysons ensemble que le RMI permet sans doute de sortir de l'urgence et de s'intéresser à des projets de groupes ; alors qu'une population uniquement préoccupée par sa survie, pour s'en sortir et s'enferme dans des processus de survie individuels désocialisants, plus ou moins légaux et ne s'intéresse plus à des constructions collectives, qui créent des liens corresponsabilisants.

Vis a vis de la loi : il n'y a pas d'interdiction juridique à cette forme de complémentarité monétaire. Le gouvernement prépare un projet : spécifique par arrondissement , sur une région, ils libèrent la réglementation, ils font une exception par région.

Les avis sont partagés au sein du gouvernement mais il n'y pas encore de débat officiel sur le sujet mais c'est considéré d'un commun accord comme un puissant outil de développement local et de recréation de liens sociaux et économiques.

Elles poursuivent leur enquête en Europe car bientôt, leur association n'aura plus de subvention en YEN pour faire tourner le système et payer des salariés donc elles veulent préparer le passage à la rémunération en Tsukisara, des salariés et bénévoles. Nous les informons des risques d'inflation liés à l'émission de Tsukisara pour valoriser le temps de travail des administrateurs : suite aux (mauvaises) expériences des LETS anglosaxons(cf.explications

complémentaires de Van Arkel/DeMeulenaere et l'analyse de la mort du 1° LETS de Vancouver), qui ont assisté impuissants à la perte de crédibilité de leur système à cause d'une surémission d'unités d'échanges, gonflant artificiellement tous les comptes et paralysant les échanges(en général, la crise de confiance dans l'unité d'échange est assez brutale, un nombre important d'adhérents s'apercevant qu'ils ne trouveront jamais assez de services pour utiliser leurs unités, se mettent à désespérer du système et en sortent, inquiétant les autres. Comme tout système monétaire ne fonctionne qu'avec la confiance du groupe dans « l'objet transitionnel » (au sens de Winnicott) que représente l'unité support-étalon de l'échange, si cette confiance s'effrite, c'est tout le système qui s'effondre !)

Il paraît donc important de strictement répartir sur tous les comptes des adhérents, les coûts de fonctionnement du système (plutôt que de parler d'impôts, on parlera de contribution directe par mutualisation des coûts de fonctionnement) Ainsi finis les puits sans fonds et le compte n° 1 superdebiteur de l'association alors que tous les comptes des adhérents sont plafonnants. Il s'agit de rentrer dans un fonctionnement où seulement les échanges entre membres actifs créent un débit et un crédit qui se compensent strictement

Après ces échanges EST/OUEST de recettes pratiques et de conceptions globales, nous nous quittons en nous promettant de nous tenir au courant de nos évolutions respectives.

Compte rendu Pascale Delille, SEL de Paris